



[www.spterritoriaux.cgt.fr]

Le service public **territorial**
c'est un bien public
Fédération des Services Publics
la **cgt**
élections professionnelles 2008

Au travail et dans la vie, femmes et hommes, tous égaux !

Nous devons mener la bataille pour :

■ **des salaires et des carrières décentes**

La conférence tripartite (*gouvernement, patronat, représentants des salariés*) a fait, à nouveau, le 26 novembre 2007, le constat partagé de la persistance des inégalités entre les femmes et les hommes.

Selon la DARES, l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes se situe à 24,8 % pour une situation de travail équivalente ; l'écart de rémunération, totalement inexplicable, reste à 11 % !

Dans les fonctions publiques, la rémunération des femmes est de 14 % inférieure à celle des hommes, et même de 18 % dans la catégorie A.

Six catégories socio-professionnelles regroupent plus de 60 % des femmes (*employées au nettoyage, aides à domicile, employées de commerce, secrétaires d'entreprise, infirmières et professeurs des écoles...*). Au nom des compétences supposées « naturelles » des femmes (*soin, éducation, minutie, don de soi...*), ces métiers dévalorisés ne sont reconnus ni socialement, ni financièrement.

Plus on monte dans la hiérarchie, moins l'on trouve de femmes : 6-7 % de femmes dans les comités

Les femmes sont majoritaires dans la fonction publique territoriale

59 % des agents territoriaux sont des femmes.

Cette large féminisation de la fonction publique territoriale est une constante observée depuis la création de notre statut.

La proportion des femmes est nettement plus élevée parmi les personnels non titulaires sur emploi permanent puisqu'el-

le atteint 69 % contre 57 % pour les titulaires et les stagiaires et près de 98 % pour les assistants maternels (*selon l'Observatoire de la fonction publique territoriale en Avril 2008*).

Les inégalités persistent, amplifiées par les nouvelles mesures gouvernementales (RGPP, ...).

de direction d'entreprise, 13 % de femmes dans la haute fonction publique.

Encore aujourd'hui, la maternité pénalise le déroulement de carrière des femmes.

Malgré la volonté des femmes, et souvent des hommes, les solutions restent individuelles et coûteuses, ce qui oblige les femmes à sacrifier salaire,

carrière, retraite... Cela a des répercussions sur leur indépendance financière, leur niveau de vie et celui de leurs enfants...

■ des retraites décentes

Toutes ces inégalités sur le marché du travail se retrouvent amplifiées en matière de retraite :

- les femmes retraitées perçoivent une retraite inférieure à celle des hommes ;
- 36 % des femmes retraitées perçoivent moins de 700 euros par mois, ce qui est inférieur au seuil de pauvreté (870 euros), 64 % ont moins de 900 euros ;
- la réforme de 1993 (*calcul sur les 25 meilleures années au lieu de 10 et indexation sur les prix et non sur les salaires*) est une vraie catastrophe pour les pensions des femmes. La Loi Fillon de 2003 amplifie le phénomène en accroissant le nombre de trimestres nécessaires.
- parmi les retraitées actuelles, seulement 40 % ont validé une carrière complète contre 85 % des hommes. Dans la fonction publique hospitalière et territoriale, 22 % des femmes ont une carrière complète et dans le reste de la fonction publique 51 % (*72 % pour les hommes*). L'âge moyen de départ à la retraite des femmes est de 62 ans, soit 2 ans plus tard que les hommes.

Avec vous la Cgt revendique :

- de contraindre réellement les employeurs et l'état employeur lui-même à appliquer tous les textes régissant les questions d'égalité entre les femmes et les hommes ;
- d'imposer l'ouverture de négociations sur l'égalité professionnelle dans toutes les entreprises, y compris dans la fonction publique sur le recrutement, la formation, les promotions, les rémunérations...
- que les employeurs présentent chaque année au Comité Technique Paritaire un rapport sur l'égalité professionnelle ;
- d'exiger la suppression des écarts sur l'ensemble des éléments de rémunération en imposant immédiatement une progression supplémentaire de la masse salariale consacrée au rattrapage des inégalités de rémunérations de l'ordre de 5 % ;
- de lutter contre la précarité et la dégradation des conditions de travail, notamment en favorisant le passage des temps partiels imposés à des contrats à temps plein.



Ces propositions permettront de réduire les écarts entre les retraites des femmes et celles des hommes et, sans attendre, la CGT demande :

- l'augmentation des pensions ;
- la pension de réversion à 75 % du montant de la pension du conjoint ;
- l'augmentation des retraites basée sur l'évolution moyenne des salaires et non des prix ;
- la suppression de la décote pour tout trimestre manquant.

Le 11 décembre 2008 Votez, faites voter Cgt